Le Burundi veut un redressement du niveau du Français d'ici l'horizon 2022

@rib News, 13/12/2017 Source Xinhua Le ministre burundais de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, a annoncé mercredi à Bujumbura Juma Edouard (photo), porte-parole de ce ministre. M. Juma intervenait au cours des assises techniques sur le "renforcement des capacités aux enseignants du cours de français".

Depuis le recouvrement de l'indépendance du Burundi en juillet 1962, le français est, en plus du kirundi qui est la langue nationale parlée par cent pour cent des Burundais, la langue officielle, celle de l'enseignement servant d'outil pour l'apprentissage des connaissances scientifiques comme les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie aux élèves et étudiants burundais. "Au ministre de l'Education Nationale, nous sommes bel et bien au courant de cette situation de baisse de la langue française, qui est en même temps une langue officielle et une langue d'enseignement. Néanmoins, des réformes, sont en train d'être opérées par le biais du nouveau système d'enseignement fondamental au niveau des écoles secondaires et du système BMD (Baccalauréat-master-doctorat) dans les universités burundaises afin de revaloriser la langue française", a-t-il précisé. Pour sa part, Simon Bisure, directeur des services académiques à l'Ecole Normale Supérieure (ENS), a déclaré qu'à ce jour, le français, quoiqu'il ait le statut de langue officielle et d'enseignement, est en train d'enclencher une trajectoire "déclinante à petit feu". "Bien que le Burundi soit aujourd'hui classé parmi les pays francophone où le français est la seule langue officielle et de surcroît langue d'enseignement dans les écoles burundaises à tous les échelons du cursus de formation (pré-scolaire, primaire, secondaire et universitaire), on est face à un paradoxe au vu de la manière dont les Burundais instruits de la nouvelle génération actuelle et montante, affiche des difficultés criantes au niveau de la maîtrise de cette langue d'enseignement censée servir de couloir de transmission du savoir scientifique au Burundi", a fait remarquer M. Bisure. En sa qualité de professeur à l'ENS qui forme les enseignants des écoles secondaires burundaises, M. Bisure s'est dit inquiet de cette "baisse de niveau du français" par ses étudiants et enseignants en devenir. De son côté, Jean-Pierre Bucumi, président de l'Association des parents d'élèves des écoles privées, explique ce phénomène de "perte de vitesse de langue française" au Burundi, par un désir de certains parents d'élèves à mettre leurs enfants dans des écoles bilingues où les cours s'apprennent aussi bien en français qu'en anglais. Le Burundi, a-t-il fait remarquer, est le seul pays francophone des six pays de la Communauté Est-Africaine (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda et Soudan du Sud), qui envoie ses enfants au Rwanda ou en Ouganda pour apprendre la langue anglaise. Abel-ga Amahoro, étudiant finaliste dans la faculté des sciences d'ingénierie à l'Université du Burundi (UB), rencontré devant les locaux de l'Institut Confucius qui enseigne la langue chinoise dans les enceintes de cette université publique burundaise, a formulé une autre préoccupation. "Je viens m'inscrire pour apprendre la langue chinoise car c'est la langue du futur, le système francophone ne nous permettant pas aujourd'hui d'être compétitif sur le marché du travail international, il faut que le Burundi adopte le système bilingue comme l'a fait le Rwanda, afin que ses étudiants puissent bien s'intégrer dans l'espace régional couvert par la CEA en tant que dotés de capacités requises pour être compétitifs, y compris au niveau de la diversité linguistique", a-t-il plaidé.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});